

télécommunications, et prendre la résolution de réduire l'effet négatif, sur le commerce et l'investissement, du grand nombre de normes différentes appliquées dans la région.

C'est là un programme ambitieux. À tel point que certains observateurs peu optimistes ont laissé entendre que les dates fixées par l'APEC pour le libre-échange ne sont pas réalistes. Je ne partage pas cet avis et je crois plutôt que les changements que nous observons en Asie, ainsi que dans les Amériques et en Europe, ont leur propre dynamique intrinsèque. Lorsque les négociations sur le libre-échange seront engagées, on verra probablement leur mouvement s'accélérer.

L'enjeu pour le Canada est de se préparer à cette formidable transformation. Il ne s'agit pas simplement d'établir un lien plus efficace entre l'aide et les échanges, ni de résoudre les problèmes à coup de crédits à l'exportation. Non seulement le Canada ne peut plus se permettre les solutions de ce genre, mais j'entretiens moi-même encore des doutes sur leur succès au cours des dernières années. Nos lignes de conduite, nos initiatives et nos activités doivent être les volets d'une stratégie globale. Nous devons nous fixer des objectifs réalistes, définir nos grands objectifs et mesurer froidement nos résultats. Nous devons concentrer davantage notre action et axer nos services sur les entreprises canadiennes, en particulier les PME, qui commencent à s'aventurer en dehors de l'Amérique du Nord pour vendre leurs produits et conclure des coentreprises. Cela signifie diffuser plus efficacement l'information commerciale; cela signifie une meilleure coordination entre les ministères fédéraux et avec les gouvernements provinciaux; et cela signifie faire participer les entreprises canadiennes et les organismes du secteur privé à l'établissement des objectifs et à la planification des opérations.

Nous devons nous demander si d'autres aspects de la politique et de l'action du gouvernement pourraient être mieux coordonnés. Nous devons voir si l'on pourrait mieux ajuster notre représentation dans la région Asie-Pacifique, à la fois pour refléter nos propres nouvelles priorités et pour raffiner nos relations avec les autres pays de la région. Nous explorons les moyens de mettre sur pied des missions canadiennes plus ouvertes, plus faciles d'accès, dotées d'équipements élaborés en collaboration avec divers agents économiques et conçus en fonction de l'éventail complet des activités nécessaires à un renforcement de nos liens avec le pays visé — je songe à une sorte de « Maison du Canada » ou de « Place Canada ».

Nos activités d'aide au développement en Asie au cours des 40 dernières années sont une chose dont tous les Canadiens et les Canadiennes peuvent être fiers, et nous ne devons pas oublier que, malheureusement, c'est en Asie que se trouve encore le plus grand nombre de gens vivant dans la pauvreté.